

Libretto

JEAN GALTIER-BOISSIÈRE

MON JOURNAL
DANS LA DRÔLE
DE PAIX

Septembre 1945-Septembre 1946

Libretto

Malgré les démarches entreprises par l'Éditeur,
les ayants droit de l'auteur n'ont pu être joints.
L'Éditeur les invite à se mettre en relation avec ses services.

© Libella, Paris, 2017.

ISBN : 978-2-36914-346-8

Écrivain, polémiste et journaliste, Jean Galtier-Boissière est né à Paris en 1891. Après des études de philosophie en Sorbonne et l'obtention d'une licence de lettres, il est incorporé en 1911 dans l'armée. Soldat du 31^e régiment d'infanterie lors de la Première Guerre mondiale, celui que l'on surnomme le caporal «La Galtouse» sera marqué à jamais par l'expérience du combat qu'il décrira dans *La Fleur au fusil*¹, récit de la bataille des frontières et de celle de la Marne, paru en 1928. En 1915, il fonde dans les tranchées un journal satirique, *Le Crapouillot*, du nom que les poilus donnaient à un petit mortier.

Durant la Seconde Guerre mondiale, il se retranche au-dessus de sa librairie, 3, place de la Sorbonne. Il y note à partir de l'été 1940 ses observations sur ses contemporains pendant l'Occupation, puis après la Libération.

Paru à La Jeune Parque en 1944, *Mon journal sous l'Occupation* connaît un grand succès. Suivront : *Mon journal depuis la Libération* (1945), *Mon journal dans la Drôle de paix* (1947) et *Mon journal dans la Grande Pagaie* (1950).

Galtier-Boissière décède en 1966 ; *Le Crapouillot* lui survivra jusqu'en 1996.

1. Réédité en 2014 par les éditions Vendémiaire, préface et notes de Jean-Louis Panné.

À Suzanne et Henri

SEPTEMBRE 1945

1^{er} septembre

Avec vos *Journaux*, me dit aimablement Gus Bofa, vous avez enfin trouvé votre formule. Vous n'avez qu'à continuer jusqu'à votre mort.

– Vous me condamnez au journal à perpétuité?... Ne croyez-vous pas qu'à la longue j'embêterai les gens?

– Mais non, mon cher. Autrefois, vous publiez par an six ou douze *Crapouillot*. Maintenant vous vous contentez d'un journal annuel : le public y gagne!

Médéric, un des chefs de la Résistance, quand il fut amené par deux argousins devant le commissaire de police, lui déclara franchement : « Je vous préviens que si vous me livrez aux boches vous me condamnez à mort. » Le commissaire n'était pas collabo, mais il pensa à sa carrière et craignit de prendre un trop gros risque en laissant échapper un prisonnier de marque.

Mauvais calcul! Car si Médéric se suicida au seuil de la chambre aux aveux spontanés, le commissaire, rendu responsable de sa mort héroïque, fut abattu par la Résistance.

– Vous n'aimez pas son visage, disait-on de Marion Delbo, reconnaissez tout de même qu'elle a de bien jolis yeux?

– *Oui... surtout le gauche!*

Pierre Bourdan, à Londres, avait composé un pastiche de discours du général de Gaulle, qui commençait par : « *Soldats, je suis content de moi!* »

Le Général résidait à l'hôtel *Connaught*. « Oh ! vous savez, indiquait une Anglaise malicieuse, l'hôtel s'appelait déjà ainsi avant lui. »

Nuance.

« Béraud a été blanchi d'intelligences avec l'ennemi, spécifique Breffort, mais condamné pour *inintelligences avec l'ami.* »

Petite histoire que raconte Lucienne.

Toutes les filles d'un village allemand ont été violées par les cosaques, sauf une, la plus jeune et la plus belle. On lui demande comment elle a échappé aux derniers outrages. Elle répond : « *J'ai dit non!* »

D'aucuns se désolent de l'abaissement de la France. Je ne juge pas que notre situation soit si mauvaise par rapport à la cruelle prophétie que faisait le maréchal Smuts, au micro de Londres, le 20 novembre 1943 :

« La vieille Europe a cessé d'exister... Après la guerre, trois grandes puissances auront disparu : d'abord la France, et, si elle ressuscite jamais, elle devra fournir un effort dur et long pour émerger de nouveau. *La France ne compte plus et ne comptera plus de notre temps et peut-être de très longtemps...* »

La France compte encore et les Français peuvent dire à ce prophète de malheur : « Maréchal, nous voici ! »

À l'issue d'une première, raconte Bernard Zimmer, Tristan Bernard disait à Coolus :

– Je ne comprends pas que vous ayez distribué un rôle

aussi important à cette comédienne totalement dépourvue de talent !

– C’est la maîtresse du commanditaire, avoua Coolus.

– Alors, répliqua Tristan, vous auriez dû expliquer cette situation plus clairement au premier acte.

M. de Tocqueville écrivait dans ses *Souvenirs* en 1848 :

« C’est une ancienne tradition de notre diplomatie qu’il faut tendre à ce que l’Allemagne soit divisée en un grand nombre de puissances indépendantes... Quant à moi, qui pense que notre Occident est menacé de tomber tôt ou tard sous le joug ou, du moins, sous l’influence directe et irrésistible des tzars, je juge que notre premier intérêt est de favoriser l’union de toutes les races germaniques, afin de l’opposer à ceux-ci. »

De qui est-ce ?

Je me souviens de Dunkerque, Messieurs
Vous pouvez condamner un poète au silence
Et faire d’un oiseau du ciel un galérien
Mais pour lui refuser le droit d’aimer la France
Il vous faudrait savoir que vous n’y pouvez rien !

Publiés dans *Tunis-Soir* en 1941, ces vers de mirliton tricolore ne rappellent-ils pas assez exactement : *C’est un oiseau qui vient de France* et *Ils ont brisé mon violon parce qu’il avait l’âme française*, ces rengaines patriotardes qui firent jadis la joie des dîners du *Crapouillot* devant Giraudoux, Arnoux, Carco et Mauriac ?

Oberlé rappelle un mot de Forain : dînant chez de riches israélites, les David-Bloch, le satiriste admire le magnifique service de table et feint de rechercher la signification des initiales gravées : D.B.

– Ah oui !... Dalleyrand-Bérigord.

2 septembre

Papotages de salon.

– Oh ! moi, je ne me suis jamais tant amusée que pendant l'exode ! affirme une perruche. Nous sommes allés en voiture jusqu'aux Pyrénées ! Quelle charmante balade et que d'imprévus ! Mon mari qui ne veut jamais bouger, ça me changeait délicieusement !

De la même :

– Si mes fils ont fait de la résistance, madame ? Et comment ! Ils ne sont jamais partis en Allemagne : *Ils se sont cachés tout le temps !*

3 septembre

Le nombre des officiers qui ont pénétré – *les premiers* – dans la villa d'Hitler à Berchtesgaden augmente de jour en jour. Et tous ont rapporté le porte-cigarettes en argent du dictateur – qui ne fumait jamais.

L'honneur des fridolins.

Action exhume quelques réflexions de Jules Romains, dans sa brochure *Le Couple France-Allemagne* :

« Nous négligeons d'apercevoir qu'il y a en réalité une bonne foi allemande. Elle est particulière. Elle ne ressemble pas à la nôtre qui est juridique... la bonne foi allemande est pour ainsi dire de nature féodale. C'est un bien d'homme à homme, une fidélité personnelle. Cette bonne foi consiste à ne pas trahir l'ami, le camarade. Mais elle n'engage pas envers l'ennemi. Elle se moque des contrats et des signatures. Quand il s'agit d'un ami, le contrat est superflu. Il vous contraindra toujours moins que ne le fera l'amitié vivante, le désir de garder l'estime et la confiance du camarade, bref, ce que vous appelez, du point de vue féodal, l'Honneur. »

Les mots des pétainistes.

De Gaulle : le jars de combat.

9 septembre

L'Amicale des marchands de canons.

Singulières histoires du colonel Z..., spécialiste de l'armement :

– Quand Hitler eut envahi la Tchécoslovaquie, me raconte-t-il, notre ministère de la Guerre fit son deuil des commandes passées aux usines Skoda. Ce furent les Allemands qui reprirent le contact et exprimèrent leur étonnement que la commission française ne se soit point présentée pour réceptionner le matériel, en particulier, deux batteries de 370...

« De même, lorsque l'accident mortel d'un aviateur français révéla que la France achetait des engins de combat aux États-Unis, Daladier eut une belle venette à l'annonce d'une visite de l'ambassadeur d'Allemagne, flanqué de son attaché militaire. Or, l'ambassadeur venait amicalement reprocher au Premier Français de ne pas s'être adressé de préférence à l'industrie du Reich qui offrait de fournir un matériel plus récent et à meilleur marché...

Le colonel Z... estime par ailleurs que les grands chefs de la guerre 14-18, auxquels les historiographes officiels ont tressé des couronnes, ont tous mérité d'être fusillés pour avoir gaspillé le matériel humain dans une proportion et avec une désinvolture qui ne s'étaient jamais vues dans aucune guerre. Tout à fait d'accord.

10 septembre

Le petit épicier de Remiremont.

Ma librairie avait depuis longtemps un client, épicier à Remiremont. J'apprends par son neveu, retour de captivité, que notre épicier est en prison et risque très gros. Le pauvre homme, un tantinet déséquilibré, était sous l'influence du médecin qui le soignait. Ce docteur, grand manitou du R.N.P. dans la région, avait bombardé notre épicier représentant local – et purement figuratif – du parti de Déat.

Et voilà qu'à l'approche de la Libération, le morticole politicard, compromis et fort inquiet, emmène l'infortuné boutiquier dans son auto, sous prétexte de lui éviter de sanglantes représailles, et, de gîte en gîte, de recul en recul, le débarque un beau jour à Sigmaringen.

L'épicier, émigré malgré lui, s'est rendu au premier Français rencontré, mais, entre-temps, en France, le médecin avait été condamné à mort par contumace et lui-même à vingt ans de travaux forcés. Le petit épicier de Remiremont, égaré à Sigmaringen, quelle burlesque et lamentable équipée ! Et si ce malheureux petit voyage l'envoie casser des cailloux pendant quelques années, quelle dérision !

14 septembre

Les frères ennemis.

Le Popu écrit : « Cette déformation systématique de la vérité à laquelle se livre L'Humanité, cette présentation volontairement faussée des faits, ce mépris total du lecteur en qui on ne peut plus voir que l'électeur, la voilà la DÉGRADATION MORALE ! »

La flèche égarée.

On me communique la lettre que Gaston Bergery, ex-ambassadeur à Ankara, adressa à de Gaulle pour demander

à revenir en France, et dont voici les passages essentiels :
« ... Pendant les quinze années qui ont précédé la guerre, j'ai mené une action politique que rien dans les événements récents ne m'amène à désavouer. »

Bergery souhaitait qu'à l'extérieur l'on substituât à une politique d'intransigeance verbale et de faiblesse constante une politique généreuse et forte ; et qu'à l'intérieur on libérât le pays des ingérences étrangères et de la tyrannie de l'argent. Il estimait nécessaire d'éviter la guerre, pour laquelle ni la France ni l'Angleterre n'étaient prêtes.

« ... Après le désastre de 1940, déclare-t-il, je me suis demandé s'il existait encore une chance prévisible, même à longue échéance, de rétablir la situation. La retraite de l'Angleterre à Dunkerque, le refus opposé par les États-Unis aux appels de M. Reynaud, le fait que l'U.R.S.S. était alors dans le camp allemand, me firent juger qu'une telle chance n'existait pas objectivement. (Je suis encore aujourd'hui convaincu de l'exactitude d'un tel jugement à cette époque, tout en me réjouissant de la réussite de ceux qui ont alors puisé les mobiles d'un jugement contraire, non dans une pensée objective des chances, mais dans leur passion pour la France.) Telle est la raison très simple pour laquelle je me suis rallié en 1940 au gouvernement du maréchal Pétain.

Au cours des deux années suivantes, la conjoncture s'est retournée entièrement et d'une façon imprévisible. L'Angleterre, bien qu'ayant perdu ses moyens de guerre terrestre, a résisté héroïquement à l'Allemagne dans les eaux et dans le ciel britanniques. L'Amérique, bien qu'ayant refusé de s'engager vis-à-vis de Paul Reynaud, se vit déclarer la guerre par l'Allemagne et s'y engagea avec une ardeur égale à sa réticence passée. L'U.R.S.S. enfin, *malgré ses efforts inouïs de conciliation dont j'ai été témoin à Moscou même*, fut attaquée par l'Allemagne, et montra une force dont je puis démontrer aujourd'hui qu'aucun diplomate allié ou neutre accrédité à

Moscou ne l'avait évaluée, même approximativement (sauf peut-être M. Érik Labonne).»

Cette confession d'un politique considéré avant la guerre comme l'homme le plus intelligent du Parlement prouve qu'en juin 40 des esprits sensés et positifs se sont lourdement trompés, tandis que les énergumènes et les hurluberlus qui, contre tout espoir, se laissèrent follement emporter par leur passion ont eu finalement raison.

16 septembre

Petit commerce.

À la kermesse communiste du bois de Vincennes, on a mis en vente, par milliers – à raison de cinquante francs pièce –, les boîtes de viande de conserve qui avaient été offertes gratuitement en août aux Parisiens par le gouvernement argentin...

Les mots des pétainistes.

Le Général : le Haut Mékong.

Drôles d'officiers!

Quatre officiers de la D.G.E.R. assassinent leurs prisonniers et s'enfuient en volant 10 millions.

Baden-Baden : Baderne-Baderne.

Blum, « social-traître ».

Hier, dans son émission de 13 h 15, Radio-Moscou déclarait : « Blum a enfin montré son vrai visage ; dans son propre journal, il a énoncé le rêve effarant de créer l'union de divers pays d'Europe, union dirigée contre l'U.R.S.S. On croit rêver en voyant que la guerre n'a rien démontré à ce sombre suppôt des plus sombres idées réactionnaires. » (Dans *Le Populaire*, sous le titre traditionnel : « Inqualifiable agression ».)

19 septembre

À Barbizon.

Claude Blanchard tué en avion...

À 6 heures du matin, ma mère, qui écoute les premières nouvelles de la radio, nous réveille en criant que Claude s'est tué en avion en revenant de Moscou. J'ai l'impression d'un cauchemar...

Depuis un an, j'ai appris la mort de mes plus intimes amis. Mais un Dumaine ou un Desnos, nous les savions en danger, nous étions, hélas ! préparés à la fatale échéance. Aujourd'hui, la soudaineté de la tragique nouvelle m'assomme.

Depuis l'automne 1914 – plus de trente ans ! – Claude et moi, nous étions frères siamois : même gabarit, même amour du papier imprimé et de la rigolade.

Nous avons fait connaissance à Albi, au dépôt du 31^e de ligne, tous deux retour de la riflette, lui engagé volontaire à dix-sept ans, moi soldat de l'active. À Gaillac, pays du vin doux et du foie gras, nous partageons la même chambrette et mélangeons nos paires de chaussettes ; puis nous sommes tous deux volontaires pour repartir au 405^e de marche.

Grands amateurs de farces et attrapes, nous jouons au naturel les dégourdis des vaudevilles militaires avant de retrouver les angoisses du front. En formation à Marlotte, Claude, amoureux d'une jolie femme, se fait un jour porter pâle ; exempté de service par un toubib complaisant, il frète un tonneau et part promener sa dulcinée en forêt de Fontainebleau. Mais, au premier carrefour, voilà qu'il se trouve nez à nez, assez penaud, avec le colonel, et que tout le régiment défile devant lui. Le lendemain, au rapport, huit jours de taule qu'il tire dans une grange. Son papa, le peintre Pascal Blanchard, débarquant de Paris, le dimanche, apprend que Claude est puni et se présente à la prison pour s'entendre dire par la sentinelle : « Le puni Blanchard ? Il est parti à la gare chercher son père ! »

Après toutes ces farces de collégien en bleu horizon, c'est le front, les marches forcées, les tranchées; au chemin des Dames, Claude est grièvement blessé et il traîne d'hôpital en hôpital.

La paix revenue, ce sont nos étapes parallèles dans la carrière journalistique. Moi, j'avais eu l'astuce de me promouvoir d'emblée « directeur », ce qui simplifiait les choses. Claude suit la filière. Je le présente à Buré qui le trouve trop gourmand. Mais deux grands aînés le poussent : Roubaud le taciturne le fait entrer au *Quotidien*, Béraud le bon vivant l'introduira au *Petit Parisien*. Et voilà notre Claude lancé, qui parcourt le monde, tape sur le ventre des dictateurs, interviewe des milliardaires en avion, couronne le Ras des Ras à Addis-Abeba, devient l'as incontesté du grand reportage.

Et quand, de nouveau, c'est la guerre, il est correspondant de guerre, attaché à l'armée anglaise dans le Nord. Puis c'est le sombre tunnel de l'Occupation. Il rage – beaucoup plus que moi – de ne pouvoir écrire, si ce n'est des bouts d'articles dans les petits formats « clandestins », lui qui ressentait si intensément la griserie des rotatives, de la « bobine », des tirages en flèche et des titres flamboyants.

Après la libération de Paris, il redevient *war-correspondent* : ce grison de quarante-huit ans retourne en première ligne, domptant sa carcasse et forçant l'admiration de ses cadets. Il est ensuite le premier journaliste français admis à franchir le rideau de fer, à visiter la Russie d'après-guerre. Et voilà que l'avion qui le ramène en France s'abat en mer, entre Malte et Tunis. Huit passagers surnagent, sont sauvés par un cargo providentiel. Mais lui, le costaud, entraîné à nager pendant des heures, il coule à pic, disparaît pour toujours...

« Les affaires sont les affaires ».

D'après l'agence russe Tass, Ford a fourni aux Allemands, jusqu'à Pearl Harbour, 100 000 camions, et en 1939 les repré-

sentants américains de sa filiale allemande, la Ford-werke, auraient fait un don de 50 000 dollars pour le financement d'un organe prohitlérien.

La voyante reprend ses exhibitions.

Pour fêter la rentrée dans la presse parisienne de la fameuse pythonisse Geneviève Tabouis, *Samedi-Soir* ressuscite quelques-unes de ses plus belles prophéties :

Du 28 août 1939 : « Il semble que l'on redoute qu'un jour ou l'autre une guerre russo-japonaise n'oblige l'Allemagne à venir soutenir la Russie contre le Japon. »

Et du 28 janvier 1940 : « *Hitler admet que cette année sera totalement inopportune pour une grande offensive à l'Ouest.* »

À son procès, le perroquet prohitlérien de Radio-Paris, Jean Hérold-Paquais – un marrant –, a eu deux bonnes répliques :

– Je gagnais 30 000 francs par mois, donc en deux mois, ce que Maurice Chevalier touchait, au même micro, pour une seule émission.

Et :

– Le Maréchal, ne m'en parlez pas ! Il a fait fusiller ses ennemis et maintenant il fait fusiller ses amis !

22 septembre

Un malin.

Le marchand de tableaux Fabiani est inculpé ; il aurait gagné quelque 500 millions avec les fridolins.

G... m'a raconté, à sa façon, le début de l'extraordinaire fortune dudit : à la mort de Vollard, dont il était le secrétaire, Fabiani aurait télégraphié au frère du fameux Ambroise, notaire à La Réunion, pour l'informer du décès et lui annoncer qu'il avait un acheteur de la collection de tableaux pour 9 millions. Le frère, ébloui, donnant son accord par retour

de câble, Fabiani, pour 9 millions, serait devenu propriétaire d'une collection – en particulier de Renoir, de Cézanne et de Van Gogh – estimée un milliard.

Fabiani, comme tous les hommes qui trafiquèrent avec l'occupant, avait eu soin de prendre une contre-assurance : il aurait commandité, dit-on, la feuille clandestine *Les Lettres françaises*. Le dernier catalogue de sa galerie n'était-il pas préfacé par Louis Aragon ?

Voilà un milliardaire qui ne moisira pas derrière les barreaux !

23 septembre

Le Figaro continue sa campagne contre les atrocités françaises dans les camps de prisonniers allemands, dont certains gardiens semblent avoir adopté les pires procédés nazis. Dans *Messages*, l'abbé Rhodain ne signale-t-il pas que dans un camp de soldats ennemis, chaque jour, cinq ou six sont trouvés morts de faim et qu'un village « a vu son équipe de prisonniers de guerre allemands exécutés sans aucun motif, malgré les gardiens, par des jeunes gens sans mandats » ?

Ces atroces représailles, six mois après la fin des hostilités, ce talion à retardement, sont indignes d'une nation civilisée.

26 septembre

La Pologne martyre.

Dans *L'Aurore*, Dominique Pado rapporte ce que des témoins lui ont révélé dans Varsovie en ruine, sur l'insurrection polonaise.

Le 1^{er} août 1944, l'armée soviétique attaquant le faubourg de Praga, les Allemands évacuent précipitamment la ville et le général polonais Bor lance l'ordre de soulèvement. Mais les Russes s'étant arrêtés devant la Vistule, les Allemands, le

26 août, réoccupaient en force la capitale et le massacre des Polonais commençait sous les yeux des Soviétiques indifférents.

« Cependant les avions britanniques continuaient à parachuter des armes, remarque Pado. Le 1^{er} septembre, les Russes interdisaient leurs aérodromes aux pilotes anglais et les parachutages s'arrêtèrent. Privés des munitions qui leur étaient nécessaires, traqués dans leurs repaires, les partisans polonais se rendirent les uns après les autres.

Le 4 septembre, le silence se fit. Varsovie commençait à brûler. Et cela dura trois mois. Trois mois affreux où chaque nuit les S.S. venaient frapper aux portes, tuaient des gens et incendiaient.

Au bout de quatre-vingt-dix jours, les soldats soviétiques entraient dans la ville et libéraient les décombres.

Jamais la vieille Pologne n'oubliera. »

Aragonneries.

Maurice Nadeau, dans une attachante *Histoire du surréalisme*, nous donne de suggestifs morceaux choisis de la prose aragonienne.

Dans *Un cadavre*, pamphlet attaquant grossièrement Anatole France au lendemain de sa mort, pour exprimer son mépris à l'égard d'un écrivain que saluaient à la fois le « tapir Maurras » et « Moscou-la-Gâteuse », il demandait : « *Avez-vous déjà giflé un mort ?* »

À cette époque, le futur membre du Parti communiste n'a guère d'admiration pour la révolution russe : n'écrit-il pas à Jean Bernier, animateur de *Clarté* : « La révolution russe ? vous ne m'empêchez pas de hausser les épaules. *À l'échelle des idées, c'est au plus une vague crise ministérielle.* »

En avril 1925, à une conférence prononcée à Madrid à la Residencia des Estudiantes, il déclare : « Nous sommes les défaitistes de l'Europe... *Nous sommes ceux-là qui donneront toujours la main à l'ennemi.* »

Lorsque les surréalistes se rapprochent des bolcheviks du groupe Clarté, Aragon signe le manifeste *La Révolution d'abord et toujours*, qui débutait ainsi : « En tant que pour la plupart mobilisables et destinés officiellement à revêtir *l'abjecte capote bleu horizon*, nous repoussons énergiquement et de toute manière pour l'avenir l'idée d'un assujettissement de cet ordre, *étant donné que, pour nous, la France n'existe pas.* »

Plus tard, il écrira lui-même dans le numéro 5 de *La Révolution surréaliste* : « Plus encore que le patriotisme, qui est une hystérie comme une autre, mais plus creuse et plus mortelle qu'une autre, *ce qui nous répugne, c'est l'idéal de patrie.* »

En 1931, Aragon publie *Front rouge*, poème révolutionnaire « dans la ligne », remarque Maurice Nadeau, puisqu'on y appelait non seulement à l'assassinat des dirigeants du régime, mais aussi des « ours savants » de la social-démocratie (« Feu ! » sur Léon Blum).

Poursuivi, Aragon risque cinq ans de prison. Breton proteste : « Nous nous élevons contre toute tentative d'interprétation d'un texte *poétique* à des fins judiciaires ! » Aragon se dégonfle piteusement, souille ses chausses, fait jouer ses relations. L'affaire est classée, mais Aragon ne s'en relève point dans l'esprit des révolutionnaires qui n'admettent pas la lâche dérobade des faux durs du surréalisme : « Ne voit-on pas, conclut Maurice Nadeau, le reproche qui peut lui être fait ? De participer à la lutte révolutionnaire sans vouloir en accepter les risques, de se dérober finalement derrière le paravent de l'art qui excuse tout. »

À la mobilisation de 1939, les surréalistes Masson, Dalí, Tanguy s'exilent à l'étranger ; incarcéré, Benjamin Péret s'évade pendant l'exode et gagne le Mexique. Quant à Aragon, il revêt, comme les petits copains, *l'abjecte capote bleu horizon* (sinon kaki) et l'ancien contempteur de l'armée française qu'il « conchait » rabelaisiennement, deviendra, par la

grâce des admirateurs de Moscou l'ex-« Gâteuse », le Dérouté de la Résistance de luxe...

Sa ligne de conduite, ce dilettante masochiste, ne l'a-t-il pas clairement définie le jour qu'il écrivait dans *Le Libertinage*: « *Je n'ai jamais cherché autre chose que le scandale, et je l'ai cherché pour lui-même* » ?

C.Q.F.D.

28 septembre

Les traditions.

Le policier tortionnaire Beauval, qu'accable le témoignage de ses collègues, déclare au président :

– Des coups ? Ben quoi ?... *c'est le métier*. Depuis treize ans que je suis à la Préfecture, *on a toujours frappé dans tous les services*. Tout le monde le sait bien. Et ça continue... *puisque j'y ai passé moi-même*.

Et il accuse formellement un témoin – qui à son premier interrogatoire lui a fendu l'arcade sourcilière – d'avoir opéré sous l'Occupation plus d'arrestations que lui-même, mais de s'être habilement dédouané depuis lors en envoyant nombre de ses camarades au poteau de Montrouge...

– Vous n'êtes qu'un panier de crabes ! conclut le président, écœuré.

Le destin des six.

Zimmer me rappelle ce dîner où nous fûmes priés à l'automne 1930, au palace berlinois *L'Esplanade*, au cours de notre reportage crapouillotard sur les *Allemands*. Nous étions six convives : Lang-Villars qui, après avoir échappé au tragique incendie du *Georges-Philippard* – où périt son voisin de cabine, Albert Londres –, fut lui-même quelques jours plus tard carbonisé dans l'avion en flammes de Goulette qui le ramenait en France ; la vedette hongroise au charme si

étrange, Édith Méra, qui se suicida deux fois, et la seconde, pour le compte ; Jean Dumaine, fusillé par les Allemands ; von Théobald, directeur de l'U.F.A., lieutenant d'Hugenberg, monarchiste et antinazi, dont nous ignorons le sort... et nous deux, provisoirement saufs...

On reprend les mêmes...

À son procès, feu Darnand disait au président, à propos du C.S.A.R. : « Je ne pense pas qu'on fasse grief aux chefs militaires qui étaient à la tête de cette organisation d'être actuellement dans la Résistance. *Ce sont les mêmes*, monsieur le président. »

La veuve de Jean Coutrot, animateur de la fameuse Synarchie, écrivait de même dans une réponse à *La France intérieure* de Georges Oudard : « Il est à la fois plaisant et réconfortant de voir que cette "mystérieuse mafia" qui entourait Jean Coutrot se trouve n'avoir jamais eu de mystère que la clandestinité dans laquelle un grand nombre d'entre eux agissent pendant les années d'Occupation, avant d'être appelés à l'efficace besogne qu'ils accomplissent aujourd'hui autour de notre chef du gouvernement provisoire. »

30 septembre

Chronique de Fresnes.

La toujours belle Youki Desnos est assistante d'un chirurgien de Fresnes. Elle a vu Laval présenter au docteur un petit clou qu'il a au cou et trembler à l'idée qu'une incision pourrait le faire souffrir.

L'ex-Dauphin raconte avec bonne humeur que les « gamins » qui occupent la cellule au-dessous de lui lui ont demandé ses mégots :

- Mais comment vous les faire parvenir ?
- Par la ficelle, hé, vieux con !

OCTOBRE 1945

3 octobre

Charmant dîner chez Claude Marcy avec Duvivier et Jean Gabin que je n'avais pas vus depuis six ans.

À quarante-trois ans, Gabin a la chevelure toute blanche. «N'oublie pas que c'est moi qui t'ai lancé!» lui dis-je; et je lui rappelle un film stupide dont j'avais écrit les dialogues il y a quelque quinze ans, et qu'il interpréta avec la sculpturale Brigitte Helm et une débutante, Simone Simon.

Très simple, très direct, Gabin nous expose la vie des stars à «Olivode». Nous nous étonnons qu'en quelques années de grandes vedettes – l'étonnant Buster Keaton des *Lois de l'hospitalité*, par exemple – puissent tomber dans la misère et redevenir simples figurants. Gabin nous révèle que, par émulation et bluff, tous les cabotins américains dépensent intégralement, au jour le jour, leurs fabuleux cachets: vie somptueuse, luxe tapageur, douze larbins, deux piscines, quatre ou cinq grosses bagnoles... Si bien que le jour où le succès décline; ils sont immédiatement sur le sable.

Après nous avoir raconté son entrée à Berchtesgaden dans son tank, Gabin nous entretient, avec une fatuité joviale, de ses amies Simone Simon, Michèle Morgan et Marlène Dietrich, «la Marlène».

Chiromancienne à ses heures, Claude se fait un plaisir de lui lire l'avenir dans les lignes de la main et opine qu'il

serait temps pour lui de se lancer dans la politique où il a un grand rôle à jouer.

– On me l’a déjà dit, avoue le créateur de *Pépé le Moko*, avec ma popularité, ce serait du tout cuit.

Le faisan et le caissier (fable).

Mon petit pote René Lefèvre raconte une jolie histoire de Max : un caissier confie à cet illustre faisan parisien qu’il a pris 150 000 francs dans la caisse de son patron et les a perdus aux courses. Comment éviter la correctionnelle ?

– As-tu toujours les clefs de la caisse ? interroge Max.

– Oui.

– Bien. Retourne immédiatement chez ton patron, prends 150 000 francs de mieux et rapporte-les-moi.

La somme en poche, Max se présente chez le patron, le baratine, lui démontre qu’il est préférable pour la bonne renommée de sa firme d’éviter une assez fâcheuse publicité ; accepte de s’entremettre bénévolement dans cette affaire... et rapporte enfin, triomphalement, au volé la somme nette de 100 000 francs qu’il a pu sauver du désastre !

Pourquoi pas 150 000 francs, me direz-vous ? Eh bien, parce que Max n’avait eu garde d’oublier la petite commission d’usage.

4 octobre

Visite de Marthe Chapmann, retour d’Amérique, et de son fils Christian, pilote de la R.A.F. qui revient d’Allemagne où il était prisonnier. Un autre de ses fils, engagé du premier jour chez de Gaulle comme parachutiste, est mort au champ d’honneur.

Marthe Chapmann, veuve d’un professeur de littérature française très distingué de Princeton, me raconte toutes les intrigues des clans français rivaux de New York et s’avoue

stupéfaite qu'une Geneviève Tabouis, qui orchestrait la propagande antigauilliste aux U.S.A., puisse être accueillie à Paris autrement qu'à coups de pommes cuites. Malgré son deuil cruel, elle est bien heureuse de retrouver la capitale, après six ans d'exil, et d'échanger les gratte-ciel yankees contre la paisible place de l'Estrapade.

5 octobre

À la pointe du combat...

Hier, *L'Époque* avait accusé le « prémaquisard » Thorez de s'être réfugié en Suisse, après sa désertion, avec un passeport espagnol au nom de « Juan Sambett », d'avoir fait des appels par un poste de radio clandestin, visant à « saper le moral des soldats français », puis, expulsé de Suisse à la requête de notre consul à Lausanne, d'avoir gagné la Russie *via Berlin*...

L'Huma proteste avec indignation contre cette « canaillerie de la feuille des trusts » et proclame que les communistes ont toujours été « à la pointe du combat contre l'hitlérisme », que Thorez a dirigé *le combat clandestin contre les traîtres et les Munichois qui se préparaient à livrer le pays à l'Allemagne nazie* et que le parti a joué dès juin 40 « un rôle de premier plan dans la lutte contre l'envahisseur ».

Ce factum est puissamment comique, lorsqu'on lit les noms de ses rédacteurs, à savoir :

MM. Arthur Ramette et Florimond Bonte qui, le 1^{er} novembre 1939, après le coup de poignard de l'U.R.S.S. dans le dos de la Pologne, demandaient par une lettre au président Herriot, sur les instructions de Moscou¹, l'ouverture immédiate de négociations avec Hitler...

M. Jacques Duclos, qui, au mois de juillet 1940 signait avec

1. Voir ces textes dans *Mon journal depuis la Libération*, Libretto n° 536, 2016.

Thorez le manifeste *Au Peuple français*, où ils accusaient la France d'être responsable du déclenchement de la conflagration, dénonçaient « le mensonge de la guerre impérialiste » et demandaient la rupture avec l'Angleterre ¹.

M. François Billoux qui, le 19 décembre 1940, adressait au maréchal Pétain une lettre ² où, demandant à déposer au procès de Riom pour dénoncer les « véritables fauteurs de guerre » – Mandel, Reynaud, Daladier –, il déclarait : « Nous sommes poursuivis parce que nous sommes dressés et que nous nous dresserons avec la dernière énergie contre la guerre impérialiste qui sévit sur notre pays, parce que nous appelons le peuple à exiger qu'il y soit mis fin par la paix. »

Et enfin M. Marcel Cachin qui, en 1942, désavouait encore ouvertement les « terroristes » par une déclaration affichée par les soins de la Gestapo dans tous les métros de Paris, reproduite en fac-similé d'écriture dans tous les journaux de la collaboration et qui valait au directeur actuel de *L'Humanité* ce *satisfecit* :

« *Travailleurs français,*

Écoutez la voix de Marcel Cachin qui est celle de la raison. Ne vous laissez pas entraîner dans des aventures sans issue par des terroristes aux ordres de l'étranger. »

Ces quelques exemples suffisent à montrer de quelle façon les chefs *cocos* furent dès le début « à la pointe du combat contre Hitler... ».

Le procès Laval. – Audience du 4 octobre.

Mêmes premiers rôles qu'au procès Pétain : le président Montgibeaux et le procureur général Mornet, pères nobles,

1. *Ibid.*

2. *Ibid.*

à barbes blanches, descendus de leurs cadres XVIII^e, l'un corpulent et serein, l'autre tordu et grimaçant.

Laval, amaigri et fébrile, se présente seul. Ses avocats font la grève de la salive pour protester contre une instruction brusquée et la hâte apportée à liquider cette grosse affaire avant les élections...

Le procureur Mornet s'élève contre l'injure « faite à la Justice en l'accusant de céder à des préoccupations politiques » ; puis se lance dans un historique de l'Occupation...

– Mais vous étiez tous *aux ordres* du gouvernement à cette époque ! lance Laval, vous tous qui me jugez, magistrats, et vous, monsieur le procureur général...

Le président essaie de placer un mot ; Mornet – et pour cause – garde de Conrart le silence prudent.

– Vous pouvez me condamner, continue, provocant, le masque aux dents gâtées, vous pouvez me faire périr, vous n'avez pas le droit de m'outrager...

– Si vous dites quoi que ce soit qui puisse constituer un outrage à l'égard des magistrats, s'écrie le président, *nous passerons outre aux débats...*

Cette précise menace, à l'aube d'un grand procès politique, suscite dans l'assistance de vives protestations. Un juré en profite pour crier à l'accusé : « Un peu de modestie, fourbe ! » Le président ordonne au garde d'emmener l'accusé. Mais Laval se reprend, présente spontanément d'assez humbles excuses... « Je vous prie de maîtriser votre indignation, messieurs les jurés, déclare Mornet, élevez-vous au-dessus de ce qu'elle vaut... »

Le calme revenu, Laval déclare que le juge d'instruction ne l'a interrogé ni sur Montoire, ni sur ses entretiens avec le gouvernement allemand, ni sur les réquisitions. « Ne craignez-vous pas, comme je l'ai écrit au garde des Sceaux, que l'opinion aujourd'hui et l'histoire demain soient fondées à dire qu'il est des responsabilités et des responsables qu'on

ne voulait pas découvrir?» Il ne désespère pas de retourner l'opinion de ses juges : « En m'accusant c'est la France que vous croyez défendre. En m'écoutant, vous sentirez que c'est la France que j'ai servie ! » Mais il entend bénéficier d'un complément d'information ; du coup le président lui retire la parole.

– Il est lamentable que je ne puisse pas répondre !

– C'est peut-être lamentable, j'en prends la responsabilité.

La salle protestant bruyamment, le juré Germinal, soudain dressé, dénonce une cabale du barreau de Paris. Mais le président suspend la séance, en laissant prévoir que la question des défenseurs va être réglée au cours d'un entretien avec le bâtonnier.

Nonobstant, à la reprise, Laval est toujours seul. M^{es} Naud, Barraduc et Jaffrey, commis par le premier président, ne se présentent point. Montgibeaux prend la parole pour répéter à l'accusé que s'il apporte un trouble quelconque aux débats, spécialement sous forme d'outrages à lui-même ou à la Haute Cour, il sera expulsé sur-le-champ. Ce magistrat a si souvent cette menace à la bouche qu'on a l'impression, sinon qu'il provoquera, du moins qu'il accueillera avec satisfaction l'incident lui permettant de juger en l'absence du prévenu.

La cour se retire pour délibérer sur l'abstention des défenseurs et décide de passer outre.

Après lecture du réquisitoire, qui fait gravement état de personnages aussi équivoques que la blonde demoiselle Petit du procès Pétain, le président procède à l'interrogatoire. Comme il affirme qu'il n'a jamais fréquenté les couloirs du Parlement, Laval siffle ironiquement entre ses dents à l'intention des jurés parlementaires : « ... Chef de cabinet de Raoul Péret ! » (Cette Excellence a laissé une assez fâcheuse réputation.)

Le président trace de la carrière politique du châtelain de Châtelton un exposé succinct – « un peu inexact, déclare l'accusé, mais ça le rend plus pittoresque » – ; paraît lui reprocher

les contacts qu'il eut avec les dictateurs : « J'ai connu Staline exactement dans les mêmes conditions que les autres... » ; puis le chicane sur sa fortune évaluée à 60 millions : « J'ai maintenant 1 000 francs au greffe du dépôt de Fresnes ! » ; et enfin aborde l'histoire de France de 1938 à 1940.

– Il ne fallait pas se lancer dans la guerre dans les conditions où on l'a faite ! opine Laval : nous n'avions rien, pas un seul avion moderne de bombardement ! Il ne fallait pas commencer la guerre après l'accord de Moscou. Il ne fallait pas faire la guerre pour la Pologne quand on avait refusé de la faire pour l'Autriche et quand on avait laissé mettre la main sur la Tchécoslovaquie. *Il fallait faire autre chose à ce moment...*

Et le voilà qui attribue la brusque clôture de son instruction au désir qu'ont certaines gens de jeter un voile sur les origines de la guerre... Il affirme hautement que Daladier, qui avait déclaré la guerre, était intimement persuadé qu'on n'aurait pas à la faire. D'où la Drôle de guerre : « Voilà, s'écrie-t-il, où nous en étions de la sagesse, de l'intelligence et de l'expérience des hommes qui nous dirigeaient ! »

Il énumère ses efforts pour écarter la menace de guerre : « Dans la même année 1935, j'ai vu Mussolini d'abord ; trois jours après le pape ; quelques semaines plus tard Staline ; à mon retour de Moscou, Goering. Est-ce qu'on peut apporter plus de variété dans ses relations ?... Si j'avais connu l'adresse du diable, je serais allé le trouver pour faire la paix ! »

On l'a accusé d'avoir fait promulguer les lois raciales ? « Je souhaiterais de n'être jugé que par des juifs français, réplique-t-il, parce que maintenant qu'ils connaissent les faits, ils se féliciteraient de ma présence au pouvoir et ils me remercieraient de la protection que je leur ai accordée. »

– Me permettez-vous de prendre la parole *pour un fait personnel* ? demande le président Montgibeaux, employant la formule parlementaire pour amuser le parterre.

– Je vous la donne, monsieur le premier, réplique Laval, aux éclats de rire de l'assistance...

Mais comme on invoque les responsabilités des ministres de 39, M. Mornet explose :

– Le procès des responsabilités, c'était le procès de Riom et nous ne sommes pas à Riom !

Il y a de quoi rire car ledit Mornet, sollicité par Caous, avait précisément accepté de requérir à Riom pour le compte de Vichy et contre le gouvernement de 39¹.

– Pour le maréchal Pétain, je me suis trompé, avoue Laval, j'en fais humblement l'aveu devant le public... Où il eût fallu le maréchal Lyautey, nous avons eu le maréchal Pétain. C'est fait, je n'y peux rien.

Du moment qu'on avait laissé passer sans protester l'annexion de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie, continue-t-il, il n'y avait aucune raison de partir en guerre pour la Pologne, « le seul pays dont le gouvernement avait une politique extérieure, celle de M. Beck, qui était en coquetterie constante avec le gouvernement allemand ». On lui reproche d'avoir souhaité la victoire de l'Allemagne ? Il propose d'apporter les propos tenus par Molotov et par Staline, les gestes, les actes qui ont été accomplis en 1940, ou 41, à Moscou, en faveur de l'Allemagne : « Staline s'est souvenu de ce proverbe géorgien que j'ai adopté pour ma part, quand j'ai voulu préserver, essayer de protéger les Français : *“Il vaut mieux quelquefois embrasser son ennemi de peur qu'il ne vous égorge.”* »

Le président reproche assez maladroitement à Laval d'avoir rappelé « l'événement malheureux de Mers el-Kébir ».

– Que pensiez-vous, vous-même, à cette époque, de Mers el-Kébir, monsieur le président ? riposte Laval.

1. Voir le « Procès Pétain » dans *Mon journal depuis la Libération*, page 300 sq.

– ... Je n'ai pas à vous répondre, répond Montgibeaux, vexé, je ne suis pas encore votre accusé...

– Oh! vous ne le serez jamais! lance Laval.

Il passe à l'armistice: 99 p. 100 des Français étaient convaincus que la France ne pouvait plus résister; c'était l'opinion de tous les parlementaires, l'opinion des chefs militaires, du généralissime Weygand et du Maréchal. À cette époque, M. Jeanneney, M. Herriot ont-ils parlé? Oui, mais uniquement pour faire l'éloge de Pétain! Personne n'a dit qu'on étranglait la République! Ce n'est pas lui, d'ailleurs, qui a créé la Légion, c'est Weygand! « Quand les militaires se mettent à faire la guerre, ils ne la gagnent pas toujours, *mais quand ils se mêlent de faire de la politique, c'est une catastrophe!* »

Enfin Laval définit les trois objectifs de sa politique pendant l'Occupation: « Ne jamais déclarer la guerre aux Anglo-Saxons; ne jamais contracter une alliance militaire avec l'Allemagne; empêcher que des aventuriers ne s'emparent du pouvoir en France. »

À la fin de l'interrogatoire, Laval déclare:

– Hier, il y avait en France des gens que je n'avais pas appelés et que d'autres, par leur folie et par leur maladresse, par leur inexpérience, avaient attirés: ce sont les Allemands. Mais aujourd'hui, ils n'y sont plus. Nous sommes libres. Je vous demande de donner à la France et à la Justice son vrai visage. Si vous me traitez comme on traitait les Français sous l'Occupation, alors qu'auriez-vous à me reprocher?

Et comme le président refuse d'accorder un complément d'information et la remise du procès après les élections, Pierre Laval, frappant sur sa serviette, s'écrie:

– Condamnez-moi tout de suite, ce sera plus clair!

Dans la salle un jeune homme applaudit.

– Gardes! emmenez l'accusé, crie le président... Arrêtez immédiatement le perturbateur et conduisez-le au dépôt!

– C’est la 5^e colonne! hurlent les jurés... Il mérite douze balles dans la peau, comme Laval!

Au milieu du brouhaha, le président annonce que la prochaine audience se poursuivra en l’absence de l’accusé. Ce qu’il cherchait depuis le début du procès.

Audience du 5 octobre.

À la surprise générale, Laval prend place au fauteuil de l’accusé et ses trois avocats, M^{es} Naud, Barraduc et Jaffrey, occupent le banc de la défense.

Le président annonce qu’à la demande de la Haute Cour, il admettra que l’accusé présente sa défense, contrairement à ce qu’il avait annoncé la veille.

Les avocats s’étendent longuement sur les difficultés qu’ils ont rencontrées pour consulter le dossier et sur les conditions précaires dans lesquelles l’accusé, en cellule, peut préparer sa défense.

– Et nous? crie un juré de la Résistance.

– Vous êtes juges! réplique Laval.

M^e Naud dépose des conclusions tendant à demander un complément d’information, Laval n’ayant subi que huit interrogatoires au lieu de vingt-cinq prévus. Faisant allusion aux traditions anglo-saxonnes, il demande que l’accusé *ait des garanties de défense au moins égales à celles accordées aux monstres de Belsen*. Et M^e Barraduc pose la question: «Est-il vrai que le procès doit être terminé *par ordre* avant les élections?»

– Ce n’est pas à mon âge, à la retraite, s’écrie Mornet, s’essayant au pathétique, que j’aurais des ordres à recevoir de n’importe quel ministre!

Ici le compte rendu d’audience devrait indiquer en italique: «sourires», car le public se révèle singulièrement sceptique quant à l’indépendance des magistrats en général et d’un Mornet en particulier.

– Personne ne me donne des ordres! appuie le président.

– Je ne vous en ai jamais donné, monsieur le premier! glisse Pierre Laval, qui tient à rappeler en passant qu’il a été ministre de la Justice.

Après que la Cour a rejeté, comme prévu, les conclusions des avocats, l’interrogatoire reprend. Du moment que l’instruction doit être faite à l’audience, Laval demande, sans succès, que les débats soient publiés au *Journal officiel*, puis signale diverses erreurs dans les citations qu’on a faites de lui d’après les journaux de la collaboration. Il cite par exemple cette phrase à propos de la relève : « Quant à la libération des prisonniers, leur heure sonnera quand sonnera l’heure de la victoire de l’Allemagne », alors qu’il avait dit : « Mais il y a des lois de la guerre qui entraînent des conséquences douloureuses, et la captivité des prisonniers jusqu’à la signature du traité de paix en est une. » Les journalistes de la collaboration en remettaient...

Comme M. Chaussy, juré parlementaire, s’appête à interrompre : « *Attends! Attends!...* » lui dit familièrement Laval, qui explique son attitude au début de l’Occupation avec le bagout d’un camelot vendant au déballé. Soucieux de la haute tenue de l’audience, le président sermonne l’accusé : « ... Essayez de maintenir, si possible, à ce débat une allure autre que cette allure familière, plaisante, narquoise, mais tout à fait déplacée dans une enceinte de Justice. »

Une anecdote sur Pétain fait rire : un jour Laval fait remarquer au Maréchal que ses pouvoirs sont plus grands que ceux de Louis XIV. Le lendemain le Maréchal apostrophe le Dauphin : « Connaissez-vous l’étendue de mes pouvoirs? – Non, monsieur le Maréchal », et Pétain de lui répéter mot pour mot ce que Laval lui avait expliqué la veille.

Laval va d’ergotages en ergotages, répond à côté, prend la tangente, et le président est dans l’incapacité de le remettre dans la bonne voie.

À 6 h 15, l'accusé qui parle depuis cinq heures demande à se reposer : « ... Je fais appel comme hier à vos sentiments d'humanité ; je suis bien portant, vous me voyez parler, je suis *prolifique*, mais... »

Prolifique!!!?

Audience du 6 octobre.

Nouvel incident entre Mornet et Laval, le procureur général reprochant à Laval les lois qu'il a signées...

– *Et que vous avez appliquées!* riposte Laval insolemment.

Le président, durement touché, accuse le coup en déclarant, une fois de plus, qu'il ne tolérera pas que l'accusé « apporte le trouble à l'audience ».

Les chats-fourrés qui ont juré fidélité à Pétain ou sollicité des places sous son règne n'aiment pas qu'on leur mette le nez dans leur caca. Laval comprend qu'il aggrave son cas et effectue prudemment une retraite stratégique. Mornet lui lance qu'appréhendé au lendemain de la Libération il aurait certainement été fusillé.

– Cela m'eût privé du plaisir de vous entendre, gouaille l'accusé.

Devant la partialité des juges, la salle devient houleuse.

– Ces débats prennent une allure de réunion publique! déplore le président qui menace de suspendre l'audience.

– Vous voulez tout, sauf la lumière! constate l'accusé.

Comme Laval – à seule fin de faire dévier le débat – veut répondre à Mornet et s'expliquer à propos de sa condamnation à mort dans l'affaire du *Petit Marseillais*, le président lui impose le silence : « La cour dans son ensemble ne désire pas que vous répondiez à M. le procureur général. » Affirmation qui rappelle fâcheusement le fameux leitmotiv : « La question ne sera pas posée » du président Delegorgue aux beaux temps de l'affaire Dreyfus.

Le colloque devient de plus en plus animé. Laval reproche

au président de prendre parti et de faire lui-même les demandes et les réponses.

– Vous vous croyez donc assuré de l’impunité? crie le président avec la plus évidente mauvaise foi.

– Je ne me crois pas assuré de l’impunité, répond Laval, mais il y a quelque chose qui est au-dessus de nous tous, au-dessus de vous, au-dessus de moi, c’est la Vérité et c’est la Justice dont vous devez être l’expression...

– Elle passera la Justice!... crient les jurés.

– Elle passera, oui... mais la Vérité subsistera!

– Quelqu’un aura le dernier mot! c’est la Haute Cour, proclame le président... Vous ne voulez plus répondre à mes questions?

– Non, monsieur le président, devant votre agression, devant la manière dont vous m’interrogez...

– Emmenez l’accusé!

Tandis que les gardes encadrent Laval, les jurés, debout, l’injurient en gesticulant: «Salaud! Provocateur! Vous n’avez pas changé!»

Laval se retourne, éccœuré.

– Les jurés! Avant de me juger, c’est formidable!

– *On vous a déjà jugé*, crie un juré parlementaire, et *la France vous a jugé aussi!*

Exit le condamné d’office.

Que Laval fût promis au poteau n’a jamais fait de doute. Il a symbolisé la politique de soumission à l’ennemi. N’importe laquelle de ses déclarations suffisait à emporter le verdict: il a proclamé: «*Je souhaite la victoire de l’Allemagne*», alors qu’Hitler tenait la France sous sa botte; il a déclaré à la radio, le 5 juin 1943, au sujet des réfractaires du travail obligatoire: «*Des mesures rigoureuses seront prises même contre leurs familles, qui les mettront dans l’impossibilité de se soustraire longtemps à un devoir qui s’impose à tous*»; il a télégraphié

à l'amiral Robert, aux Antilles: «*La flotte, les avions et l'or ne doivent en aucun cas tomber aux mains des Américains...*»

Sa condamnation paraissait juste et nécessaire. Et voilà que le manque de sérénité des magistrats, aussi bien que la tenue scandaleuse des jurés, a réussi à rendre presque sympathique au public ce politicien vénal, universellement méprisé avant sa comparution, ce «Talleyrand en espadrilles».

L'instruction avait été bâclée; les magistrats n'étaient rien moins que qualifiés pour mettre ce traître en accusation: le président n'avait-il pas juré fidélité au Maréchal? le procureur sollicité de sous-présider une commission raciale et accepté de requérir à Riom pour le compte de Vichy? Et lorsque Laval leur lançait leur passé à la face, comme un crachat, le public sentait trop leur précipitation à lui fermer la bouche, en le menaçant.

Les avocats protestent qu'ils n'ont pas été autorisés à étudier le dossier, refusent d'assurer la défense dans de pareilles conditions.

– Qu'importe? Je passe outre! s'écrie le président.

L'accusé refuse de répondre.

– Je passe outre...

L'accusé ne se présentera plus?

– Tant mieux! nous gagnerons du temps!

Authentiques scènes d'*Ubu roi*: «*Par ma cornegidouille, à la trappe! à la trappe!*» Jamais aussi révoltante parodie de justice n'avait été machinée au Palais. Et c'est précisément parce que cet accusé crapulard, fuyant, retors, se dérobait sans cesse, prenait des biais, «noyait le poisson» que les magistrats auraient dû avoir à cœur de le ramener au sujet, sans éclats mélodramatiques et sans feintes indignations. Par suite de la carence de MM. Montgibeaux et Mornet, la Justice française sort déconsidérée de ces lamentables débats, particulièrement aux yeux de nos amis anglo-saxons, si profondément respectueux des formes de la loi et de la personne humaine.

Que penser des jurés ! Le plus authentique héros de la Résistance peut, hélas ! manquer des qualités requises pour rendre sereinement la justice. Un jury qui insulte le prévenu – serait-il un monstre –, lui crache à la figure et le menace du poing, ne saurait être excusé qu'en période de crise révolutionnaire et de « Patrie en danger ». Mais dans le calme de la paix retrouvée, une attitude partisane et outrageante déshonore des juges.

6 octobre

Un certain Dédé-la-Boulangerie s'est « mis à table » et a révélé tous les secrets de la fabrication des faux billets. Après s'être confessé aux policiers, il aurait dit :

– Maintenant, pour mes associés faut pas que j'aie l'air d'avoir parlé sans raison : *Déroutez-moi !*

Et les policiers complaisants de lui tomber dessus à bras raccourcis !

La Poisse.

J'avais recommandé à Duvivier mon vieil ami le comédien et chansonnier Lucien Carol pour qu'il lui donnât un rôle dans son film *Victorine*. « Ça vous fait plaisir ? Qu'à cela ne tienne, envoyez-le-moi demain ! » Et le lendemain son contrat était signé.

Et voilà que ce matin, en ouvrant le journal, j'apprends que les studios de Duvivier, à Nice, ont entièrement flambé et qu'il y a 104 millions de dégâts.

Lorsque j'avais pistonné Carol à Jeanson qui allait tourner *Lady Paname*, le contrat fut signé le 31 août 1939. Le lendemain matin, c'était la guéguerre.

Il faut bien que sadisme se passe...

V... me raconte l'histoire grand-guignolesque – mais

authentique – d’un directeur de prison, disciple du divin Marquis, qui, la veille de chaque exécution capitale, se rend dans la cellule du condamné à mort et prend son plaisir à le fouetter sauvagement, sûr qu’on n’écouterà pas le lendemain ses récriminations, au moment de le conduire au poteau...

C’est la fable de la prison.

Propagande électorale.

Mme Laval vote *oui-oui*.

– Si Pétain votait, il voterait *oui-oui*.

Parole d’honneur!

Cette guerre a démontré que les traités ne sont que des chiffons de papier. L’Allemagne avait conclu des pactes de non-agression avec le Danemark, la Hollande, la Belgique, etc., et elle a envahi tous ces pays. La France s’était engagée envers l’Angleterre à ne pas conclure d’armistice séparé avec l’Allemagne, et elle traita en juin 40. L’U.R.S.S. avait conclu des pactes avec la Pologne et le Japon : dès que l’une fut battue par l’Allemagne et l’autre par l’Amérique, elle se précipita à la curée...

Il en est de même pour les paroles d’honneur : Giraud s’était engagé par écrit à ne rien tenter contre la politique du Maréchal ; Juin, prisonnier libéré, avait juré de ne plus servir contre l’Allemagne ; de Gaulle lui-même avait promis de ne jamais faire battre ses volontaires contre des Français. Quant à Darlan...

Il est vrai qu’il ne s’agit là que de hauts militaires...

14 octobre

Visite de l’abbé O..., curé de campagne, ancien combattant de 14 et médaillé militaire – un vrai abbé Pellegrin, avec l’esprit en plus – qui fume la pipe, a son franc-parler et lit

les poèmes d'Éluard. Il me dit que désormais le curé ne doit plus fréquenter « le château », mais les secrétaires de syndicats, et il se réfère à la fameuse encyclique *Rerum novarum* de Léon XIII. Les communistes le dégoûtent parce qu'ils ne sont pas « réguliers ».

L'abbé me raconte que, dans le train qui l'amenait à Paris, un bonhomme faisait de la propagande électorale. « Daladier un taureau ? disait-il, ah ! la ! la ! si nous en jugeons par 40, celles qu'il avait étaient de bien mauvaise qualité... »

Le type pensait choquer l'ecclésiastique, mais lui riait de bon cœur : il en a entendu bien d'autres au front et... au confessionnal.

L'Insurgé, journal anarchiste, publie les notes d'un ouvrier français requis par le S.T.O. et qui, délivré en Prusse orientale par les troupes russes, a été rapatrié en France *via* Arkhangel :

« De l'abri on nous fit gagner la route en traversant, sous les balles, le village de Metgothen. Tout au long, nous rencontrons des soldats russes qui, nous mettant la mitrailleuse sur le ventre, nous disaient mi-russe mi-allemand : "Davail ! tic-tac !" (Donne ta montre !) ; d'autres menaçaient de couper les doigts pour prendre les bagues.

Le soir en arrivant à l'étape, après 25 ou 30 kilomètres de marche dans des conditions épouvantables, étendus sur la paille, dans une écurie ou une grange, nous voyions arriver les soldats russes qui, mitraillettes en main, cherchaient dans nos poches ou nos musettes afin d'y découvrir quelque chose à leur goût ; leur avidité était si grande que je vis l'un d'eux savourer avec délice un savon dentifrice qu'il avait découvert dans mon bagage bien réduit. Puis on essayait de dormir, malgré les poux qui nous dévoraient et les cris des femmes que l'on violait ; il y en avait tant que nous n'y faisions même plus attention.

Nous restâmes un mois près de Goubinen ; là, après un

interrogatoire par le G.P.U., le dixième depuis notre départ, les autorités prescrivent la séparation des civils et des militaires, des hommes et des femmes ; beaucoup de femmes de prisonniers furent ainsi séparées de leur mari ; ces dernières furent emmenées : on ne devait plus les revoir. »

Un précieux ridicule.

Chez Jeanson. On parle du richissime André Germain, fils du fondateur du Crédit lyonnais et oncle de Fabre-Luce, qui s'est réfugié en Suisse. C'était un curieux personnage, efféminé et pourri d'esprit, qui, jadis, coiffé aux enfants d'Édouard, détaillait ses voisines dans les salons avec un face-à-main d'écaille.

– Étant donné votre fortune, lui demandai-je un jour, vous avez dû être l'objet de nombreux chantages ?

– Je ne chante jamais, m'affirma-t-il de sa voix de fausset : lorsqu'un de ces messieurs me menace de dévoiler mes mœurs intimes, je lui riposte immédiatement : « Vous voulez révéler que je suis homosexuel ? Mais, mon cher monsieur, je vous en prie, proclamez-le, je suis très content que ça se sache ! »

La famille Daudet l'avait, dit-on, acculé à une union avec la sœur de Léon et Lucien, Edmée : le mariage eut lieu, mais ne fut point consommé. D'où annulation en cour de Rome. Et le chapon défailant y laissa quelques plumes...

Plus tard, dans le couloir d'un palace des lacs italiens, André Germain croisa par hasard son ex-légitime.

– Vous ne l'avez pas reconnue ? lui demanda-t-on.

– Non... *mais j'ai reconnu mes bijoux !*

Luchaire s'est fait baptiser à Fresnes. « Quand je sortirai, a-t-il dit, j'épouserai Françoise à l'église. »

– Sais-tu la bombe atomique que Laval n'a pas eu le temps de lâcher ? me dit Pierrefonds. Il devait lire le télégramme

de félicitations qu'il reçut de Molotov, après l'entrevue de Montoire!

Les Américains ont décidé de ne plus envoyer de prisonniers allemands en France, une enquête de la Croix-Rouge ayant établi que nous les laissions crever de faim.

Maubourguet, neveu de Lesca, rédacteur à *Je suis partout* et milicien qui fit campagne contre le maquis, et fut condamné aux travaux forcés, aurait été autorisé à s'engager à la Légion étrangère.

15 octobre

La fin de Satan.

À dix heures et demie, Randeynes me téléphone que Laval a été trouvé mort, empoisonné dans sa cellule au moment où les autorités venaient le chercher pour le mener au poteau.

À midi quarante, la radio annonce « en dernière minute » que Laval a été exécuté à midi trente et une dans la cour intérieure de la prison de Fresnes.

Cette mise à mort de Pierre Laval fut si répugnante que le public, pourtant prévenu à fond contre lui, est écœuré : ce traître – dont la fin volontaire faisait justice – ressuscité par ordre du procureur, afin qu'il fût traîné au poteau, accroché aux bras de ses avocats, hoquetant et dégueulant, quelle ignominie!

La Grande Guerre a été la guerre de tous les imbéciles.
(H. G. Wells.)

Pour un professionnel, don Juan ne m'épate pas avec ses mille et trois conquêtes. Mille femmes en dix ans, ça ne fait jamais que deux par semaine : ça n'a rien d'herculéen.

Le docteur Lévy-Bing me faisait visiter un matin la prison de Saint-Lazare. À une délicieuse fille blonde, aux yeux candides, vêtue en Manon Lescaut, le médecin demande :

– Pourquoi es-tu là ? Pour vol ?

Les yeux de la femme brillèrent ; elle se cabra.

– Ah ! non, docteur ! *Pour meurtre !*

L'Huma annonce les funérailles solennelles, le 20 octobre, veille des élections, de huit élus communistes « morts pour que la France vive ».

Le parti de la « Renaissance française » continue allégrement à battre du tambour sur les cercueils.

Le taureau et les tomates.

Bien que les vieilles barbes radic.-soc. soient paradoxalement alliées aux communistes par la volonté d'Édouard Herriot, les cocos poursuivent l'autre Édouard à coups de tomates dans son ex-fief vaclusois. L'ex-taureau sortira-t-il les dossiers accablants qu'il possède sur le sabotage dans les usines de munitions pendant les huit mois de la Drôle de guerre ?

Affiche électorale communiste.

Mensonge

R éaction

P erfidie

Un libelle circule actuellement sous le manteau, signé Voltaire : c'est simplement l'article « Arrêt de mort » du *Dictionnaire philosophique* qui se termine ainsi :

« De tous ceux qu'on a fait périr ainsi par la Justice, je ne crois pas qu'il y en ait quatre dans toute l'Europe qui eussent subi leur arrêt si leur procès avait duré quelque temps de

plus, ou si leurs parties adverses étaient mortes d'apoplexie pendant l'instruction.

Que la fistule eût gangrené le cardinal de Richelieu quelques mois plus tôt, les de Thou, les Cinq-Mars et tant d'autres étaient en liberté.

... Si le connétable de Luynes n'avait pas demandé la confiscation des biens de la maréchale d'Ancre, elle n'eût pas été brûlée comme sorcière.

... Imaginez que la reine Élisabeth meure d'une indigestion la veille de la condamnation de Marie Stuart, alors Marie Stuart serait sur le trône d'Écosse, d'Angleterre et d'Irlande, au lieu de mourir par la main d'un bourreau dans une chambre tendue de noir. Que Cromwell tombe seulement malade, on se gardera bien de couper la tête de Charles I^{er}. Ces deux assassinats revêtus, je ne sais comment, de la forme des lois, n'entrent guère dans la liste des injustices ordinaires. Figurez-vous des voleurs de grand chemin qui, ayant garrotté et volé deux passants, se plairaient à nommer dans la troupe un procureur général, un président, un avocat, des conseillers et qui, ayant signé une sentence, feraient pendre les deux passants en cérémonie, c'est ainsi que la reine d'Écosse et son petit-fils furent jugés.

... Ce qu'on appelle la "Justice" est donc aussi arbitraire que les modes. Il y a des temps d'horreur et de folie chez les hommes comme des temps de peste et cette contagion a fait le tour de la terre. »

Psychopathia sexualis.

Charlotte a vu un frêle petit jeune homme parlementer avec un colosse noir américain, puis l'entraîner par la taille dans un hôtel meublé de la rue de la Sorbonne.

18 octobre.

Mon curé chez les humoristes.

Présentation au Rex du film *Un tel, père et fils*. Le *Cavalcade* français, tourné par Duvivier en 1939 avec dialogues de Marcel Achard. Toute la partie 1900 avec Raimu est fort amusante, mais l'ensemble date.

Petite houle à la mezzanine, dans le public très parisien des invités, lorsque apparaît sur l'écran, jouant un héroïque capitaine aviateur, l'acteur Le Vigan, devenu sous l'Occupation propagandiste nazi et actuellement incarcéré à Fresnes, retour de Sigmaringen. Évidemment Duvivier ne pouvait pas prévoir...

Après le spectacle, Jean Hellmann nous emmène souper chez lui et nous entraînés le curé O... qui est enchanté de sa soirée. Malheureusement, cet excellent ecclésiastique, qui, bourguignon, est gourmand et amateur de bons crus, ne peut toucher à aucun mets, ni vin, car il doit dire sa messe à l'aube.

Vers cinq heures du matin, Marcel Achard, qui a un petit coup de fine dans le nez, entreprend sa confession publique – à l'instar de René Lefèvre dans *Les Musiciens du ciel* – et se frappe la poitrine le plus sincèrement du monde, en maudissant ses coupables entraînements vers l'éternel féminin. L'abbé lui fait observer qu'il ne s'attendait point à ouïr une confession à cette heure, ni en ce lieu; puis, avec une dignité et un tact parfaits, il explique au pécheur qu'il aurait tort de désespérer de son Salut, parce que notre Créateur n'est pas un sot et se penchera avec discernement sur chaque cas particulier. Marcel remercie le recteur avec émotion et, rasséré, termine le flacon de cognac. Il est six heures du matin.

19 octobre

Interview à retardement.

Clartés, l'hebdomadaire de Georges Izard et Jean Texcier, révèle une curieuse interview d'Herriot, prise à l'hospice de Ville-Évrard par le docteur Richier, envoyé secret du général de Gaulle, et jamais publiée.

Herriot refuse l'évasion minutieusement préparée pour lui et déclare :

1° Qu'il a la plus profonde admiration pour le général de Gaulle et ne demande qu'à le servir et à l'aider dans son œuvre ;

2° Qu'il ne veut pas faire de politique active parce qu'il se sent trop vieux et que « la politique de parti a beaucoup nui à la France avant la guerre : le Parti radical comme les autres, et peut-être plus que les autres, a commis de grosses fautes » ;

3° Que la Constitution de 1875 s'est révélée à l'usage imparfaite et comporte de grossières erreurs ;

4° Qu'il est partisan d'un régime se rapprochant de la démocratie américaine, avec extension des pouvoirs du président de la République ;

5° Qu'il garde un profond respect à la personne du maréchal Pétain.

Voilà qui est assez plaisant à lire à la veille des élections où « l'imposeur chaleureux » fait sa rentrée politique allié aux communistes contre de Gaulle.

Le Pressoir de la Revanche.

Depuis mon service militaire, je chante, aux fins de banquet, les deux mêmes chansons sentimentales, *Cœur d'apache* et *L'Hirondelle du faubourg* ; après trente ans de succès, j'ai décidé de renouveler mon répertoire en y adjoignant un magnifique monologue de Villemer que récitait, après la

guerre de 1870, Mounet-Sully de la Comédie-Française :
La Vengeance prussienne ou *Le Pressoir de sang*.

C'est l'histoire de Jeanne, une Lorraine que des uhlands prussiens veulent forcer (comme les *Anglois* jadis forcèrent l'autre) mais qui se défend vaillamment contre les attaques des reîtres :

– Torturez-moi, dit-elle, oui, faites-moi souffrir.
Je supporterai tout plutôt que cette honte.
– Nous verrons bien, crie un des uhlands.
Selon tes vœux, je vais régler ton compte.

Et les soudards la jettent sous le pressoir :

La meule du pressoir, écrasante, terrible,
Descendit, la pressant,
Faisant craquer ses os, faisant jaillir son sang !
Vas-tu céder enfin, dit un des Bavaois,
Mais rassemblant ses forces et sa voix
Elle lui répondit trois mots : Vive la France !

Son fiancé jure de la venger, et en effet :

Le jour où du pressoir la récolte nouvelle
À longs flots ruissela,
Lui-même, sans pudeur, il appela
Les noirs bourreaux de la Lorraine
Et leur livrant son vin, il les saoula sans peine.
Et quand tout autour du pressoir
Ils tombèrent assommés par l'ivresse,
Incapables d'entendre ni de voir ;
À nous deux, maintenant, ô meule vengeresse !
S'écria-t-il, et lui jetant
L'un sur l'autre, chaque uhlan,

Il se mit à presser, à presser sans relâche
Par les cris des mourants s'excitant à la tâche,
Et hurlant de plaisir à voir le sang des morts
Ainsi qu'un vin nouveau jaillir sous ses efforts !

La cuvée faite, il appelle tous les camarades bavarois et leur crie :

Et quand tout fut fini, quand la dernière plainte
Sous la meule en délire fut éteinte,
Les yeux hagards, les bras sanglants,
Il s'en fut de nouveau chercher d'autres uhlands.
– Venez, leur cria-t-il, venez tous ! venez boire,
Je vous sers aujourd'hui le vin de la victoire...

Villemer, qui produisit des centaines de monologues du même tonneau, était l'Aragon de l'époque.

Le « cheval de cirque » pas rancunier.

Herriot publiant ses Mémoires dans le quotidien communiste *Ce soir*, il est amusant de relire dans la brochure clandestine *Nous accusons*, diffusée en octobre 1940, ce que le Parti communiste pensait du député-maire de Lyon, à propos de son attitude lors de l'expulsion de la Chambre en novembre 1939 du défaitiste Florimond Bonte :

« On ne retiendra qu'avec beaucoup de mépris le nom du président Herriot qui, aux heures les plus tragiques, a placé, au-dessus de tout sa haine antiouvrière, ses rancunes ressuscitées de politicien vaniteux et la faveur des coquettes sur le retour de l'« Université des Annales ».

Dans un de ses discours de mirliton, Herriot, pour justifier les attentats contre la liberté, a prononcé que tout gouvernement était un gouvernement de Salut public. Ne galvaudez pas des expressions sacrées, Herriot ! Pendant la Grande

Révolution, ce sont les Xavier Vallat, les Flandin, les Tixier-Vignancour de l'époque que l'on faisait monter dans la charrette. Ce sont ceux-là qui, en novembre, hurlaient à la mort, contre les amis du peuple, cependant que vous vous livriez devant eux à vos acrobaties de cheval de cirque.»

19 octobre

Vu *Boule de Suif*, film de Christian-Jaque, et Jeanson. Micheline Presles est si jolie et appétissante qu'on lui pardonne de ne pas être suffisamment dodue pour le rôle. Salou, parfait en officier allemand. Rythme excellent. Paysages de Normandie traités à la manière russe. Dans ses dialogues, Jeanson fait une âpre satire de la bourgeoisie collaborationniste en prêtant aux personnages de 1870 les réactions de certains Français sous l'Occupation de 40-44. La transposition, si elle bouscule considérablement la vérité historique, est savoureuse...

À deux heures du matin je demande à Jacques C... de ramener dans sa voiture la séduisante Mme S... Comme il est un peu gris, je lui recommande de ne pas se montrer trop entreprenant.

– Pourquoi? me demande-t-il à voix basse... *elle est malade?*

Même s'il écrit dans une feuille de chou confidentielle, un journaliste est toujours persuadé que son interlocuteur a lu son « papier » du jour.

Les cocos furent collabos...

L'Époque publie, avec un fac-similé, la lettre par laquelle, en juin 40, les représentants et l'avocat-conseil de *L'Humanité*, M^e Foissin, demandaient aux Allemands l'autorisation de faire reparaître, à Paris, l'organe du Parti communiste :

« Monsieur,

Comme suite à la conversation que nous avons eue ce matin, nous tenons à vous préciser les préoccupations qui sont nôtres dans les moments difficiles que traverse notre pays.

... *Nous avons été seuls à nous dresser contre la guerre à une heure où il y avait quelque danger à le faire.*

... Il y a un journal qui est capable d'inspirer confiance au peuple *parce qu'il a été interdit par le gouvernement des fauteurs de guerre.* Ce journal c'est *L'Humanité* bien connu comme organe central du Parti communiste français.

... Nous demandons donc l'autorisation de publier *L'Humanité* sous la forme dans laquelle elle se présentait à ses lecteurs avant son interdiction par Daladier, au lendemain de la signature du pacte germano-soviétique.

L'Humanité, publiée par nous, se fixerait pour tâche de dénoncer les agissements des agents de l'impérialisme britannique qui veulent entraîner les colonies françaises dans la guerre et d'appeler les peuples coloniaux à lutter pour leur indépendance contre les oppresseurs impérialistes.

Veillez agréer mes salutations.

TREAND Maurice, du comité central
du Parti communiste français.

CATELAS Jean, député, du comité central
du Parti communiste français.

Signé : Robert FOISSIN. »

Ce document qui anéantit la légende de la résistance communiste dès juin 40 est capital, puisque signé par deux hommes de confiance du parti, en particulier Jean Catelas qui, arrêté par la suite, fut guillotiné et montra un courage extraordinaire, marchant au supplice en chantant *La Marseillaise*.